

Du pin des Landes pour les tranchées

Et autres souvenirs de la Première Guerre mondiale



Du pin des Landes pour les tranchées

Et autres souvenirs

de la Première Guerre mondiale

Par la rédaction du journal Sud Ouest

Du pin des Landes pour les tranchées

C'est une histoire méconnue et pour cause : il n'y a aucune archive landaise ou française qui concerne l'épopée de ces milliers de bûcherons d'Amérique du Nord – Canadiens ou Américains – venus exploiter nos forêts pour alimenter en bois d'œuvre les tranchées et traverses, les chemins de fer ou les ponts durant la Grande Guerre. Et pourtant, le 20^e régiment du génie américain fut la plus grande unité de l'histoire, et l'opération de bûcheronnage de l'armée américaine une des plus grandes opérations militaires par son ampleur, avec Panama, en ce début de XX^e siècle.

A Grayling, dans le Michigan, se trouve le Hartwick Pines State Park. Une forêt de 32 km², copie conforme du parc naturel des Landes de Gascogne. Ce parc est le fruit du vœu posthume du major Edward Hartwick, décédé à Bordeaux le 31 mars 1918 d'une méningite foudroyante. Il était "tombé en amour" avec la forêt landaise en y dirigeant l'une des plus vastes opérations secrètes américaines de la Première Guerre mondiale. Opération qui valut la venue de deux chefs d'état-major, le lieutenant général Turner (armée canadienne) en 1918 à Bordeaux, puis le général Pershing en personne (forces américaines) à Dax en 1919. C'est ce que six chercheurs landais et girondins sont venus rappeler à Thomas Wolf, consul des États-Unis à Bordeaux. Six passionnés d'histoire qui, à force d'années de travail, font revivre un épisode quasi oublié de part et d'autre de l'Atlantique. À tel point qu'au Pentagone, tout comme au ministère canadien de la Défense nationale, l'on suit de près leur projet.

Rappelons les faits : en 1916, alors que Britanniques, Allemands et poilus français meurent chaque jour par milliers dans les tranchées sous un déluge d'obus à Verdun et dans la Somme, le Royaume-Uni, suivi en cela par la France, décide d'appeler ses troupes coloniales. Au milieu d'un million d'Hindous, d'Australiens, de Néo-Zélandais ou d'Afrikaners, débarque en France le Canadian Forestry Corps, fondé par le général MacDougall, lui-même exploitant forestier en Ontario.

Leur QG à Facture-Biganos

4 200 soldats bûcherons canadiens, tous volontaires, arrivent dans une forêt des Landes vidée de ses résiniers de 20 à 45 ans, tous partis au front. Leur quartier

général est installé à Bordeaux, puis transféré à Facture-Biganos, au plus près des scieries mobiles.

Dès 1917 et l'entrée en guerre des États-Unis, ils sont rejoints par plus de 8 000 soldats forestiers américains du 20th Engineer (génie) qui, eux, installent leur base à Dax. "Les Landes étaient alors le département de France le plus ferré, permettant une évacuation rapide du bois vers le nord", rappelle Kevin Laussu. Leur mission : fournir le bois pour les crosses de fusil, les poteaux télégraphiques, les travées de chemin de fer, les wagons, les étais des tranchées, mais aussi pour construire les avions, monoplans et biplans, qu'il était impossible de faire venir d'Amérique du Nord, assurant ainsi la maîtrise du ciel aux Alliés jusqu'à la fin du conflit.

"Malgré la présence de Canadiens francophones qui facilite les contacts avec la population, les choses ne se passent pas bien au début, rappelle David Devigne. Les parcelles, qu'elles soient privées ou communales, sont réquisitionnées, ce qui crée des débats houleux en conseils municipaux". "Qui plus est, ajoute Kevin Laussu, les Américains coupent les troncs à un mètre du sol. Rappelons qu'il s'agissait des "arbres d'or", ceux plantés sous Napoléon et utilisés pour le gemmage. La résine rapportait beaucoup plus que le bois." L'émotion est grande, mais les Nord-Américains apprennent vite des Landais la technique du dessouchage et replantent pour calmer les esprits.

Choc de culture

"Les Nord-Américains ont cinquante ans d'avance technologique avec leurs scieries 20-M à ruban qui débitent industriellement. Ils ont le téléphone, la TSE,

des groupes électrogènes. La lumière luit au cœur de la forêt alors que les villages landais sont plongés dans le noir", explique Kevin Laussu. Tout est fait pour que Canadiens et Américains se sentent comme chez eux. Des YMCA (maisons de jeu-nesse) sont installées dans les quelque 25 camps de Mées à Sabres, de Mimizan à Houeillès, avec phonographes, projecteurs de cinéma et parties de baseball. "Les Landais ont droit à l'avant-première de "L'Émigrant" de Charlie Chaplin, alors qu'il ne sortira en France que trois ans plus tard. Une troupe d'animation canadienne, les Pine Boys, passe de camp en camp. Il y a même un bataillon du 20th Engineer, uniquement composé de Noirs, qui ne manque pas d'éveiller la curiosité des Landais."

Les permissionnaires découvrent les charmes de Biarritz. Quelques idylles naissent avec de jeunes Landaises, Girondines et Lot-et-Garonnaises, qui aboutissent à des mariages. "Ce qui est très mal vu à l'époque. Les femmes perdent leur nationalité." Et puis il y a les morts, victimes d'accidents sur les chantiers et, surtout, de la grippe espagnole. "Les Canadiens sont enterrés sur place. On trouve leurs tombes autour du bassin d'Arcachon. Par contre, les corps des Américains sont rapatriés aux États-Unis", ajoute Jean-Michel Mormone.

Des chemins de mémoire

En tout, on estime que ces forestiers alliés ont fourni 80 % du bois utilisé lors de cette deuxième période de la Première Guerre mondiale. "L'opération était secrète, rappelle Kevin Laussu. Les terres réquisitionnées par le gouvernement français, les commandes passées par le Bureau du bois de Bordeaux. Il n'apparaît

nulle part de références officielles au dispositif allié. Il n'existe d'ailleurs aucun livre sur le sujet en France. On passe de la révolte des résiniers de 1904 à l'industrialisation des Landes en 1920. Or Américains et Canadiens sont partis fin 1919 et leur matériel a été vendu sur place. Il y a même eu, jusqu'en 1923, des investissements financiers américains dans la forêt landaise venus de la Bourse de la résine de Savannah en Géorgie. Toutes nos sources sont nord-américaines."

"À Captieux, le dépôt de munitions américain du camp du Poteau, le plus grand de la Seconde Guerre mondiale, a presque effacé toute trace des camps forestiers US de la Première Guerre", témoigne Christian Tauziède. Qui plus est, "secret militaire oblige, les photos étaient prises de telle sorte qu'on ne puisse reconnaître les lieux, sauf si on y habite", expliquent les Dacquois Jean-Paul et Philippe Fournier. Or les chercheurs les connaissent, ces lieux. Ils passent leur temps sur des photos trouvées chez Bernard Bocquet, libraire à Dax, ou envoyées par des collectionneurs privés tels Brian A. Seguin, de Miami, ou Michel Gilbert, de Chicago, pour les dater et les localiser. 560 photos des camps landais sont désormais disponibles.

Nos six passionnés espèrent bien commettre deux livres d'ici aux commémorations du centenaire de l'arrivée des Américains en 2017 et établir des chemins de mémoire dans les 23 communes concernées. C'est ce qu'ils sont venus annoncer à Thomas Wolf en lui demandant un soutien officiel. Le consul s'est montré plus qu'attentif.

Par William Biard (21/11/2014)

Quand Bordeaux accueillait ses "réfugiés"

Les débuts de la guerre de 1914/18 lus au travers des colonnes du journal "la Petite Gironde".

29°C. En Gironde, ce début septembre 1914 est beau et chaud. Dans le sillage du gouvernement, les réfugiés débarquent en quelques heures. Il y en aura jusqu'à 30 000, dont la jet-set parisienne de l'époque et, croit-on savoir, des espions à la solde de l'ennemi. Les hôtels pleins, on réquisitionne les logements. "Castel meublé à louer dans les vignes, 500 F par mois", "petite maison seule près le Jardin-public, 200 F" : les annonces de "location en garni" se multiplient. La cité bordelaise se rengorge : "Le Matin" loue son "cadre hospitalier, sa douceur de vivre, la beauté de son ciel, sa température clémente, son fleuve majestueux". Mais attention : Bordeaux sait "concilier hospitalité et souci de l'heure du deuil" ! De fait, la ville a beau être capitale de la France, les spectacles sont toujours annulés. Qu'importe : les "people", on les croise cours de l'Intendance, aux Quinconces et sur les allées de Tourny, le nouveau QG de promenade qui attire la comtesse de Noailles, les Rostand, Feydeau, les artistes Jane Bloch et Cécile Sorel, le couturier Jean Poiret...

Par-dessus tout, les Bordelais sont fiers des belles voitures qui sillonnent la ville : enfin la modernité ! "La Petite Gironde" s'émerveille même du "ronflement des autos et des vapeurs d'essence que respirent avec délice les promeneurs" ... Restaurants et cafés sont bondés, quant au négoce du vin, il se frotte les mains : on écoule à l'envi apéritifs, champagnes et vins, comme ce "vin rouge extra, 9°5, à 20 F l'hectolitre", en vente aux Grands chais de la Gironde, quai de Paludate.

On s'adapte et on travaille mais la guerre hante les esprits. Le 19 août, des prisonniers de guerre sont arrivés à Blaye, les blessés affluent et, au front, les soldats tombent. La solidarité s'organise : à Saint-Loubès, on récolte 2 700 F de dons. Partout on dit des messes.

Qui va s'occuper de la ferme ?

En pleine moisson, le tocsin a pris le monde rural de court. Mal informés, les paysans ne s'attendaient pas à la guerre. À la différence des ouvriers, tous ceux qui sont en âge d'être mobilisés le sont : dans les campagnes, c'est la catastrophe et l'angoisse. Comment assurer les récoltes ? Et la prochaine vendange, qui la fera ? Mieux préparés à l'inéluctable, les citadins balancent entre enthousiasme patriotique, résignation, peur et détresse: la vie ordinaire, c'est fini. Les magasins licencient leurs employés qui partent au front. Les femmes s'inquiètent : "Les hommes de plus de 45 ans sont-ils mobilisés ?". "La Petite Gironde" ouvre une rubrique quotidienne de "Réponses aux questions". Avant de partir à la guerre, on se marie à tour de bras et la colonne des avis de mariage s'allonge dans le journal.

À Bordeaux, l'absence des hommes réduit le service des tramways. Les cafés ferment à 8 heures, par "ordre de la ville", et le soir, la foule déambule sans gaieté dans les rues. Dès le 3 août, le maire, Charles Gruet, en bon organisateur, a fait voter par le Crédit municipal un crédit de 100 000 F, destiné aux familles nécessiteuses que les hommes enrôlés ne peuvent plus nourrir. Arcachon fera de même. Pour prévenir la ruée sur les aliments, le Commerce de l'Épicerie prévient qu'il "prend toutes les mesures nécessaires pour alimenter le public en produits de première nécessité : il ne livrera que de petites quantités à la fois." On assiste à des scènes de pillage de biens allemands ou considérés comme tels : la société suisse Maggi, rue Condillac à Bordeaux, qui produit les "Maggi Kub" à l'orthographe teutonne, est vandalisée. Le patron du magasin Dewachter rue Sainte-Catherine, d'origine belge, proteste par voie de presse qu'il n'a rien d'allemand... À Soulac,

Margaux et Blaye, on publie les derniers succès au certificat d'étude. On annule les colonies de vacances avant d'ajourner l'ouverture de la chasse : personne ne songe à crier au scandale.

Sans les hommes, on s'organise

En Gironde, la vie se réorganise vite. À chacun sa mobilisation : les hommes se battent au front et les femmes à l'arrière, où elles n'ont pas attendu l'appel de Viviani pour les remplacer au travail. À Libourne, on découvre des factrices en chignon et jupe longue. À Bordeaux, les femmes des receveurs de tramway mobilisés sont "autorisées" à les remplacer et dans les usines d'armement, les "munitionnettes" revêtent salopette et pantalon : c'est une révolution qui annonce les jupes raccourcies et la fin du corset. Efficace, le maire, Charles Gruet, joue la carte de la solidarité. Dès le 8 août, il quadrille la ville de garderies, une par groupe scolaire, et de crèches, comme celle des Docks. Il ouvre encore "des demi-colonies de vacances gratuites" aux Chartrons et à Bacalan. Objectif : libérer la main-d'œuvre féminine de ses obligations maternelles... Pour aider les plus modestes, le 11 août, la ville fixe le prix du pain à 0,45 F le kilo et distribue des bons de pain.

Quant aux dames "riches", on les prie de laisser "les pauvres" confectionner dans les ouvroirs chemises de soldats et blouses de médecins, car on les rémunère 1 franc par jour à cet effet. Nombre de femmes deviendront aussi infirmières bénévoles dans les hôpitaux militaires où les "anges blancs" rencontreront parfois l'homme de leur vie. Si toutes ces dames travaillent dur, on souhaite qu'elles n'oublient pas pour autant d'entretenir leurs charmes. Une réclame le leur rappelle : "Toutes les femmes votent pour la crème Berthuin qui est pour elles un indispen-

sable talisman de beauté "... Ont-elles le sens de l'humour ? En tout cas, pas rancunières, les Girondines à qui l'on a précisément refusé le droit de voter aux législatives de 1914, sauveront l'économie aux champs, à la vigne, dans les usines et les commerces, et la feront tourner durant quatre ans. Avant d'être priées de retourner gentiment à leurs fourneaux pour n'obtenir le droit de vote qu'en 1945.

Par Cathy Lafon (30/07/2010)

Tant de balles perdues pour les sportifs

Le coureur de fond Jean Bouin, les cyclistes Lucien Petit-Breton et Octave Lapize, ou bien encore le joueur de rugby Aimé Giral. Tous morts au combat parmi 420 autres champions (1).

S'il ne s'agit que d'une goutte de sang dans la mer d'hémoglobine qui submergea 1,3 million d'autres soldats français, le sport de haut niveau aura payé un lourd tribut à la guerre. Car si les balles, bien sûr, frappèrent aveuglément les footballeurs comme les vedettes du Tour de France, le rugby restera en première ligne des victimes. "120 joueurs, dont 23 internationaux", compte aujourd'hui Pierre Camou, le président de la FFR.

"Le match des borgnes"

Déjà réputés pour leur esprit de solidarité autant que pour leurs valeurs athlétiques, nombre d'entre eux seront alors poussés vers le front. Souvent issus du monde rural et versés dans l'infanterie, beaucoup comme sous-officiers ou promus officiers subalternes au front, catégories qui subirent en pourcentage le taux de pertes le plus élevé. De tous les rugbymen engagés sous les drapeaux, la moitié n'en reviendront pas. Parmi eux, trois joueurs de l'Aviron Bayonnais champions de France en 1913, huit autres de Perpignan tombés au Chemin des Dames et 81 sans-grade du Stade Toulousain. "La disparition d'une génération entière", raconte Camou. Le 1^{er} janvier 1920, au coup d'envoi de la première rencontre d'après-guerre, neuf des quinze Tricolores alignés lors de la précédente affiche manquent à l'appel. Bien malgré eux, leurs rares coéquipiers rescapés donneront à cet événement le surnom de "match des borgnes".

Aimé Giral, Maurice Boyau...

"Au-delà des Français, 127 internationaux sont morts pendant le conflit", souligne Pierre Camou. "Rapporté à la population de pays comme l'Australie,

l'Écosse ou la Nouvelle-Zélande, ce chiffre est terrible. Dans le Nord, la majorité des tunnels ont été creusés par les Néo-Zélandais, une nation qui y a laissé 18 000 hommes." Si les stades de Perpignan et de Dax portent respectivement les noms du fantassin Aimé Giral et de l'aviateur Maurice Boyau, aucun monument aux morts du sport français n'a pourtant été érigé. "C'est dommage, les écrivains en ont bien un", regrette Pierre Camou.

(1) Selon l'historien Michel Merkel, dans son ouvrage "14-18. Le sport sort des tranchées" : 89 footballeurs de haut niveau, 77 cyclistes, 52 dans l'athlétisme, 27 boxeurs et 23 escrimeurs.

Par Sylvain Cottin (10/11/2014)

Les lettres du soldat Diduan, décédé le 12 octobre 1915

De la caserne Lapérouse à Albi (Tarn) au champ de bataille de Hans (Marne), le caporal Pierre-Rieul Diduan a adressé 79 lettres à sa famille.

Blessé le 9 octobre par un obus lors de l'offensive de Champagne, il décède le 12 octobre, en atteste son avis d'obsèques. Pierre-Rieul Diduan meurt au Champ d'Honneur.

Pourquoi s'intéresser à ce poilu ? Car ses lettres adressées sa famille ont valeur d'exemple. Son quotidien est morne, ennuyeux, douloureux, tragique. Ses frères d'armes tombent les uns après les autres. Chacun attend son tour. Le 12 octobre 1915, ce fut le sien... Au fil des 79 missives, les toutes premières écrites à la plume, les autres au crayon à papier, le mal du pays est pesant : "Que René (son petit frère : NDLR) soigne la récolte [...] N'oubliez pas l'ouillage du vin [...] Que René sulfate la pépinière s'il y a du mildiou [...] Il paraît qu'il a gelé le 5 à Casteljaloux et Lavardac [...] Dis-moi si le vin blanc a abondé et si le vin rouge est bon [...] Dans ta prochaine lettre tu me diras si vous avez fini avec le soutirage du vin [...] Quand est-ce que René passe son conseil de révision ? J'ose espérer que sa classe n'ira pas au feu ou bien ça irait très mal [...] Tu m'annonces que René a été ajourné je comprends que cela doit le contrarier mais qu'il se fasse une raison, il est jeune encore, se fortifiera..."

Si Pierre-Rieul Diduan demande régulièrement des nouvelles de ses amis d'enfance, ses copains du village et alentours, il parle de lui : "Ne vous faites pas de mauvais sang [...] Ne vous chagrinez pas, faites comme si j'accomplissais une période. Ma santé est excellente et suis bien d'appétit [...] La campagne sera très meurtrière [...] Je suis dans la tranchée en 1er ligne à une cinquantaine de mètres des tranchées allemandes [...] Nous avons passé nos quatre jours de repos dans les tranchées, on n'a pas pu s'approvisionner [...] Pour les permissions il faut 6 mois de front, et en ai que 4."

Le fils Tropamer

Les morts et les bombes envahissent ses lettres. Pierre-Rieul Diduan souffre :

"Si les boches manquent de nourriture, ce qui reste à croire, ils ne manquent pas de munitions", écrit-il le dimanche 1er août. Le samedi 28 août, il fait part de la mort de son commandant, le fils Tropamer, avocat d'Agen, le 7 août 1915, il y a 99 ans aujourd'hui, "tué par une bombe vers 9 heures du soir. Je me trouvais à ce moment-là de garde, l'accident est survenu à cinq six mètres de moi".

Mercredi 4 octobre 1915 : "Mes chers parents. J'ai peu de choses à vous raconter. Je ne reçois aucune lettre de vous assez souvent la correspondance peut avoir du retard. Ma santé est excellente. Le bonjour à tous. Je vous embrasse. Diduan." Son ultime lettre. Pierre-Rieul Diduan est mort à l'âge de 34 ans. Loin de son Buzet natal.

(1) Ces lettres nous ont été confiées par Alain Parailous qui est de la famille via le frère de son arrière-grand-mère. La correspondance toute déchiffrée a été versée aux archives départementales - Pierre-Rieul Diduan avait une sœur, Méala, née en 1883, et un frère, René, né en 1897. Son père, Charles, tué en 1911 lors d'un accident de chasse dans une palombière, a été maire de Buzet de 1904 à 1908.

Par Maryan Charruau (07/08/2014)

*"1914-18 n'a rien changé
au sort des femmes"*

Spécialiste de la Première Guerre mondiale, l'historienne Annette Becker évoque le rôle et le statut des femmes pendant et après le conflit.

Quelle est la situation des femmes à la veille de la guerre ?

Annette Becker. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, beaucoup de femmes ont un travail. Elles représentent une part importante de la population active. Dans l'agriculture, bien sûr, mais aussi dans le textile. Il y a également une classe ouvrière féminine. À cette époque, celles qui ne travaillent pas font partie de la bourgeoisie.

Lorsque la guerre éclate, les hommes partent au front. Comment les femmes s'adaptent-elles à une France qui a soudain terriblement besoin de bras ?

Je dirais qu'elles constituent alors l'essentiel de la société. Il y avait deux fronts : celui où les soldats combattent et l'autre, que l'on appelle l'arrière, mais auquel je préfère le nom de front domestique. C'est dans ce dernier que se trouvent les forces vives du pays. C'est toute la logistique de la guerre. Il n'y a quasiment plus d'hommes âgés entre 20 et 45 ans. Que ce soit dans les campagnes, les usines ou dans la fonction publique, comme à l'Éducation nationale. Et, fait nouveau, des femmes de la bourgeoisie se mettent à travailler. On les retrouve institutrices ou infirmières, par exemple.

Le patriotisme des femmes est-il aussi fort que celui des soldats ?

Absolument. Et il est d'ailleurs très intéressant de regarder cet aspect des choses. Les mouvements pacifistes, peu nombreux à l'époque et qui étaient notamment animés par Jeanne Alexandre, la sœur du sociologue Maurice Halbwachs, reprocheront aux femmes de soutenir la guerre par leur contribution à l'effort du pays.

Les femmes travaillent dur et pourtant leur statut est loin d'égaliser celui des hommes...

En effet. Les salaires sont inférieurs à celui des hommes alors que le travail qu'elles fournissent est le même. Celles que l'on a surnommées les "munitionnettes", qui travaillaient dans les usines d'armement, effectuent 11 heures quotidiennes. C'est aussi la raison pour laquelle on assistera dans les années 1917 et 1918 à des mouvements de grève importants. Et elles gagneront en obtenant des améliorations salariales et de conditions de travail.

Leur participation à l'effort de guerre leur vaudra-t-elle une meilleure reconnaissance une fois le conflit terminé ?

Pas du tout. Et à ce titre-là on peut comparer les aspirations des femmes à celles des Africains. Engagés dans la guerre, ces derniers ont pensé qu'ils obtiendraient des droits en reconnaissance de leurs années au front pour défendre le sol français. Ils aspiraient à plus d'égalité, à plus de citoyenneté. Les femmes aussi. Mais ni les premiers ni les secondes n'ont vu leur sort évoluer.

Entre 1918 et 1928, la plupart des pays qui ont fait la guerre accordent le droit de vote aux femmes, mais pas la France. Comment expliquer cela ?

C'est un sujet très intéressant. Comment un pays qui a été précurseur dans les droits de l'homme au niveau international ne l'est-il pas chez lui ? Alors qu'elle prône des valeurs internationales, la France est souvent en retard pour les appliquer à l'intérieur de ses propres frontières. Cela a été vrai pour l'esclavage, pour la colonisation et aussi pour le droit de vote des femmes. Après la guerre, des pays

comme la Tchécoslovaquie, l'Autriche, l'Allemagne, les États-Unis, l'Albanie accordent ce droit de vote.

En France, il faudra attendre 1945. Je crois que la France est un pays très conservateur. En 1918, la situation démographique est catastrophique – elle était déjà en recul avant la guerre, mais, quatre ans plus tard, c'est bien pire. Les femmes sont d'abord considérées comme des mères qui doivent faire des enfants.

Propos recueillis par Fabien Pont (09/032014)

*"La guerre de 1914-18
est une histoire à soi"*

L'historien Nicolas Offenstadt revient sur les raisons de l'engouement pour l'histoire de ce conflit, qui passe par la figure du poilu, « sacralisé ».

Pendant très longtemps, on a eu l'impression que l'histoire de 14-18 était figée. Le temps permet-il aujourd'hui d'en parler de façon plus apaisée, mais aussi de ne rien occulter ?

Nicolas Offenstadt. La distance joue bien sûr un rôle, mais il n'y a pas que cela. 14-18 interroge la société contemporaine française. Cela pose beaucoup de questions pour le présent, c'est une source de réflexion. On s'aperçoit que les gens s'y impliquent considérablement. Ce qui me frappe depuis les années 1990, c'est l'investissement individuel et familial. Et donc, nous demandons à 14-18 des vérités non seulement sur la guerre, mais aussi sur l'histoire familiale. Il y a des tas de gens qui font de la généalogie, qui éditent les lettres du grand-père. 14-18, c'est une histoire à soi. Chacun se projette dans ce passé-là. C'est peut-être ce qui explique la popularité de la Grande Guerre : cette appropriation par les gens de leur propre histoire. Et, même en Allemagne, où la mémoire était plus faible, on constate cette acquisition progressive individuelle.

Est-ce que cela ne traduit pas une société qui s'accroche à des valeurs anciennes ?

Oui et non. Il y a un souhait d'un passé idéalisé. C'est un paradoxe. Parce que, en même temps, la Grande Guerre est une hécatombe, et on lui demande des recettes pour le présent. Une des choses sur lesquelles les personnes projettent et la nostalgie est l'idée qu'il y avait une forme de lien communautaire plus fort.

Mais ce n'est pas tout à fait vrai...

Non, il y avait bien sûr des rapports de classes, des clivages régionaux parfois

très forts, les soldats du Midi, par exemple, ont subi de lourds stigmates. Il y a l'idée que la guerre de 14-18 représentait une époque où existait une solidarité. On cherche du lien social, même si ce lien a conduit à une hécatombe. L'autre élément aussi, qui interroge beaucoup, il me semble, c'est de savoir finalement quelles sont les limites d'une société en guerre, qu'est-ce que cela veut dire que d'obéir, que de désobéir ? Comment ces gens ont-ils pu tenir ?

Cela a quand même évolué. Aujourd'hui, il y a un consensus sur des questions qui furent longtemps sources de polémiques...

Cela dépend : des débats demeurent parmi les historiens, tandis que certains se sont apaisés. Il y a un très bon exemple d'apaisement. On a ouvert, jeudi dernier, au musée de l'Armée, des espaces consacrés aux soldats fusillés. Cela fait suite à un rapport que nous, les historiens, avons remis il y a un an : nous pensions qu'un des meilleurs moyens de traiter de cette question-là c'était la connaissance de ces événements. Et, aujourd'hui, l'armée accepte d'exposer l'histoire des fusillés.

D'une certaine manière, peut-on parler d'une sacralisation de 14-18 aujourd'hui ?

Je pense que oui. Ce qui est avant tout sacralisé, c'est le poilu. Et dans tous les milieux. C'est une forme d'icône moderne. Il est vu par tout le monde comme quelqu'un qui a supporté des conditions que plus personne, ou presque, ne peut accepter ou même imaginer. Cette dimension est partagée par tous les courants politiques et beaucoup de personnes parce que, d'une certaine manière, on n'a rien à reprocher au poilu. Si vous êtes plutôt de droite ou conservateur, il est le héros qui a défendu la France, celui qui a gagné la bataille de la Marne, qui a tenu

à Verdun, donc c'est un héros absolu. Et il a finalement gagné. Si vous êtes de gauche, un peu critique au sujet du militarisme et de l'armée, vous verrez dans le poilu un homme opprimé par une domination militaire, capable même dans des circonstances très difficiles de se rebeller : il est déserteur ou, en tous les cas, celui qui subit l'oppression. Cette figure du poilu est déclinable à l'infini.

Sur une décision de Nicolas Sarkozy, confirmée par François Hollande, le 11 Novembre se veut aujourd'hui un hommage aux morts de toutes les guerres. Pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec cette décision ?

Parce que je pense que, à long terme, il y a un risque de double écrasement. Le premier, c'est celui du présent sur le passé : les conflits en cours prennent plus de place, et cela arrange les présidents de la République de réunir la nation autour des combats qu'ils mènent (en Afrique, aujourd'hui, par exemple) ou risquent de mener. Il ne s'agit pas de les juger ni de savoir si c'est légitime ou pas, moi, je parle en termes mémoriels.

Ensuite, le risque c'est de créer une sorte de confusion entre toutes les guerres, de dire, au fond, tous ces gens-là sont morts pour la même chose. Ce n'est pas vrai. Un résistant qui meurt parce qu'il a choisi de prendre les armes pour lutter contre l'occupant nazi, ce n'est pas la même chose qu'un conscrit qui n'a pas le choix de partir et qui n'avait aucune envie d'être là. Tous les morts pour la France ne disent pas la même chose, et le rôle des historiens est d'expliquer qui s'engage ? Pourquoi ? Dans quelles circonstances, etc. ? Qui refuse de se battre et pourquoi ?

Propos recueillis par Fabien Pont (09/11/2014)

Pour toute remarque concernant cet ouvrage,
écrivez à supplements@sudouest.fr.

Vous pouvez également contacter la Documentation du journal :
doc@sudouest.fr

Édité par la SA de presse et d'édition du Sud-Ouest (SAPESO),
société anonyme à conseil d'administration au capital de 268 400 €.
Siège social : 23 quai des Queyries, 33094 Bordeaux Cedex. Tél. 05 35 31 31 31.

Président-directeur général : Olivier Gerolami.
Directeur général délégué, directeur de la publication : Patrick Venries.

Réalisation : Agence de développement avec le centre de documentation
du journal Sud Ouest

Numéro de commission paritaire : CPPAP 0612K. Dépôt légal : à parution.

Textes et photos par la rédaction du Sud Ouest.